

## SUSAN LIAUTAUD

Vice-présidente, London School of Economics and Political Science Council and Court of governors, Visiting Scholar at the Stanford Center of Philanthropy and Civil Society

**François BARRAULT, président de l'Idate/DigiWorld Institute ; ancien PDG de BT Global Services et membre du conseil d'administration de BT Group PLC**

Now, I would like to end the panel with ethics, which is very important, especially with all the things going on right now. It is great to have one of the best specialists I know on this problem, so Susan, the floor is yours.

**Susan LIAUTAUD, vice-présidente, London School of Economics and Political Science Council and Court of governors, Visiting Scholar at the Stanford Center of Philanthropy and Civil Society**

Merci beaucoup, François et Thierry, de m'accorder le privilège de m'exprimer ici devant vous. Mais surtout, merci pour votre allocution d'hier, votre plaidoyer en faveur de l'éthique et, en particulier, votre déclaration selon laquelle l'éthique doit être au cœur de notre réflexion sur la gouvernance mondiale.

Je souhaiterais en fait faire l'impasse sur certains points que j'avais prévu d'aborder et mettre davantage l'accent sur le rôle central de la prise de décision éthique dans la gouvernance mondiale, pour continuer sur le même sujet que vous, Thierry. J'utiliserai à dessein l'expression « prise de décision éthique » pour des raisons pratiques. Je ne veux pas que ce concept soit abstrait ou philosophique. Il se réfère concrètement à la façon dont nous choisissons les principes que nous allons utiliser pour guider notre prise de décision dans un monde réel extrêmement complexe, à la façon dont nous analysons les parties prenantes qui seront affectées par nos décisions, et aussi à la façon dont nous réfléchissons aux conséquences à court, moyen et long terme de nos décisions, chaque fois que nous prenons des décisions qui constituent collectivement la gouvernance. J'expliquerai ensuite pourquoi la numérisation a rendu cette prise de décision éthique plus difficile qu'avant.

Pour commencer, la numérisation ne se réduit pas à la technologie. La numérisation concerne incontestablement les personnes, mais elle a également infiltré tous les autres risques globaux débattus lors de cette conférence et qui sont au cœur de nos préoccupations, par exemple la résistance aux antibiotiques ou l'effondrement du système financier. Lorsque nous parlons de l'éthique de la numérisation, nous parlons également par définition de l'éthique de tous ces autres risques. La technologie et ces risques connaissent une telle accélération que l'écart se creuse de plus en plus entre la réalité et notre compréhension. La prise de décision éthique contribue donc en quelque sorte à combler cet écart grandissant et doit jouer un rôle plus important. Il est à noter que la loi a généralement un temps de retard sur notre compréhension.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que quand j'entends un porte-parole de la Maison-Blanche dire « Nous allons réagir face à l'Internet des objets. Nous allons légiférer, et ne vous inquiétez pas car nous allons légiférer sur la base de notre compréhension », ma réaction est de dire « Cela ne suffit pas. Nous devons légiférer et prendre des décisions éthiques qui vont bien au-delà de notre compréhension car il y a peu de chance que notre compréhension rattrape la réalité dans un avenir proche ». Si nous ne parvenons pas à intégrer l'éthique dans notre prise de décision, les conséquences se feront sentir. Comme l'a dit Patrick, nous nous trouvons actuellement à un point d'inflexion où cette prise de décision commence à être assurée par des machines. En effet, lorsque certaines personnes comme Elon Musk sont assez intrépides pour envisager d'envoyer des hommes sur Mars, mais terrifiées à l'idée que des machines prennent des décisions, je pense que le moment est venu de faire une pause et de réfléchir.

La deuxième raison pour laquelle la numérisation rend la prise de décision éthique beaucoup plus difficile est que l'éthique doit être intégrée en temps réel, ce qui signifie dans l'idéal avant la décision ou du moins en même temps que

la décision. Il ne faut pas mettre une voiture sans conducteur sur la route, et réfléchir ensuite aux conséquences éthiques. Particulièrement dans la Silicon Valley où je passe une partie de l'année, j'ai de nombreuses réactions négatives. J'entends des choses du style « Mais Susan, l'éthique ne doit pas empêcher l'innovation ». Je leur réponds que, si elle est correctement mise en œuvre, la prise de décision éthique doit en fait soutenir l'innovation. Elle doit rendre les innovations plus efficaces, de sorte qu'elles ne génèrent pas de risques et de dépenses supplémentaires, ni n'impliquent des mesures d'atténuation des risques.

Cependant, l'un dans l'autre, je dirais simplement que l'innovation n'est pas une excuse acceptable pour mépriser l'éthique ou la reporter aux calendes grecques. Lorsque nous ne parvenons pas à intégrer l'éthique dans la prise de décision en temps réel, nous avons l'affaire Volkswagen, nous avons Ebola, nous avons tous ces problèmes de gouvernance mondiale auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés.

J'ai trouvé très intéressants les débats de ces deux derniers jours sur les frontières floues. La discussion d'hier sur les multinationales a soulevé la question des frontières floues. En effet, nous avons entendu un commentaire concernant l'éthique et les sociétés japonaises et son importance grandissante. Nelson Cunningham a souligné l'importance d'une éthique aussi bien locale qu'internationale car les multinationales opèrent par définition dans différentes régions.

Je voudrais dire trois choses à propos des frontières, mais je tiens tout d'abord à préciser que le problème n'est pas tant que nous ayons des frontières floues. La vraie question est de savoir pourquoi c'est important. C'est important car si nous n'appliquons pas l'éthique à l'échelle internationale, même si nous la renforçons au niveau local comme l'a suggéré Nelson Cunningham – ce qui est à mon avis un excellent conseil – pour traiter avec les autorités de régulation, pour comprendre les fournisseurs et les clients ainsi que la culture, nous nivelons nos exigences éthiques par le bas, et plus encore dans le domaine des technologies. Cependant, ces frontières floues soulèvent un autre problème, en ce sens qu'elles génèrent l'une des forces les plus virulentes et, à mon avis, l'un des plus grands risques d'aujourd'hui, à savoir la contagion de l'éthique.

La numérisation a rendu l'éthique encore plus contagieuse qu'avant. Il y a toujours eu des forces humaines responsables de la contagion de l'éthique, comme la convoitise, la peur et tous les autres facteurs identifiés depuis la Grèce antique, voire des périodes antérieures, mais les réseaux sociaux exacerbent ce phénomène. Nous subissons une épidémie de suicides d'adolescents dus au harcèlement sur les réseaux sociaux. Comment cela a été dit, 26 000 nouveaux comptes Twitter ont été créés dans les 24 heures suivant les attentats de Paris et tous comportaient des photos ou des propos religieux en soutien aux terroristes. Nous avons maintenant ce consortium de pirates, les Anonymous qui, une semaine, pirate illégalement une société parfaitement légitime et, la semaine suivante, déclare pour ainsi dire la guerre à Daech. La façon dont l'éthique se propage sur les médias numériques est bien plus dangereuse et, surtout, bien plus imprévisible qu'avant.

Les frontières floues posent un autre problème : elles permettent à des nombreuses personnes d'accéder au pouvoir. Depuis de nombreuses années maintenant, nous parlons d'une approche de résolution des problèmes réunissant de multiples parties prenantes ; le processus ne se réduit donc plus aux seuls gouvernements. Il implique la société civile, les femmes dans les rues de Téhéran avec un téléphone mobile en 2009, Bill Gates, George Soros – tout un éventail d'acteurs, d'organisations. La différence maintenant, avec l'accélération du développement technologique, est que les individus ont le pouvoir de décider d'agir, alors que durant ces dernières décennies où on a assisté à l'éclosion d'un engagement à multiples parties prenantes, c'étaient les gouvernements qui décidaient qui allait faire quoi. Les gouvernements ne faisaient pas tout, mais ils avaient leur mot à dire, par exemple, en France ou en Chine, sur les types de secteurs dans lesquels les organisations à but non lucratif pouvaient s'engager. Cependant, le problème avec ce partage du pouvoir, là encore sous l'effet de la dissolution des frontières, est que très souvent, il est assumé sans prise de responsabilité.

Je voudrais aborder pour finir un ou deux points qui constituent à mes yeux l'un des plus grands risques de la sphère éthique et que j'appelle le syndrome 'C'est juste une plateforme'. Uber n'est pas une compagnie de taxis, comme le dit son fondateur Travis Kalanick. Uber est une plateforme technologique, donc sur le plan éthique, ils ne sont pas réellement soumis aux réglementations de New York régissant les contrôles de sécurité des chauffeurs de taxi, comme le sont les compagnies de taxis jaunes. Toutes ces économies partagées ont en commun un certain nombre de crises éthiques. Airbnb semble avoir une meilleure attitude et est davantage en phase avec les propos de Nelson



Cunningham hier, mais nous avons également les sociétés à la tête des réseaux sociaux. Elles disent en gros « Tout ce qui se passe sur nos plateformes, ce sont les utilisateurs qui en sont responsables et même si nous avons des règles ou des politiques régissant les propos haineux contenus dans un très grand nombre de commentaires après *Charlie Hebdo*, c'est aux utilisateurs d'identifier les problèmes et de nous en faire part ».

D'après les expériences que j'ai réalisées avec mes étudiants de Stanford et de la London School of Economics, supprimer quelque chose de Twitter ou Facebook est un véritable parcours du combattant. Si j'insiste sur ce point, c'est parce que c'est un autre moyen de dire que la numérisation est une excuse pour ne pas assumer ses responsabilités. Nous rejetons la faute sur la plateforme ou bien nous disons que les autres sont responsables, mais pas nous : il y a donc cette fracture entre le pouvoir et la responsabilité.

Je voudrais juste dire pour terminer que si nous prenons en compte ces différents éléments – la nécessité de réagir en temps réel, la nécessité de prendre conscience de nos responsabilités en matière d'éthique, la nécessité de comprendre la façon dont l'éthique est liée à tous les autres risques globaux, la nécessité de tenir compte de la contagion de l'éthique – nous pouvons insuffler une éthique positive à condition de ne pas ménager nos efforts. Je travaille dans cette optique avec des dirigeants de sociétés et des chefs de gouvernement. Mais l'éthique négative va se propager d'elle-même. Les comportements contraires à l'éthique auront leur vie propre, quel que soit notre engagement.

Toutefois, en gardant ces éléments à l'esprit, je pense que nos efforts de sensibilisation ont échoué en ce sens où l'éthique n'est toujours pas considérée comme l'un des risques systémiques mondiaux les plus importants. Nous citons toujours les autres risques qui sont certes très importants – sécurité alimentaire, pénurie d'eau, résistance aux antibiotiques, gouvernance mondiale – mais l'éthique est le risque qui sous-tend tous les autres, ainsi que leur interaction les uns avec les autres. Je pense que nous devons saisir cette opportunité stratégique, aller de l'avant et agir en temps réel avant que ce risque ne prenne une ampleur telle que nous ne puissions plus le gérer. Je vais m'arrêter là.

**François BARRAULT, président de l'Idate/DigiWorld Institute ; ancien PDG de BT Global Services et membre du conseil d'administration de BT Group PLC**

Thank you, Susan. Before we have a last word with all the panellists, are there any questions for the panel?